

LIVRET D'ACCOMPAGNEMENT

LA DÉMOCRATIE, POURQUOI ÇA NE MARCHE PAS ?



**Pourquoi la démocratie mène
aux conflits sociaux, aux
dépenses publiques
effrénées et à la
tyrannie.**



**Un séminaire
dérangeant, animé par
Frank Karsten, co-auteur
de "Dépasser la démocratie"
Langue:**

**Vendredi 28 juin
17h-22h**



**6 rue du Montparnasse, Paris 6e
Inscription requise, participation libre :
depasserlademocratie.eventbrite.fr**

*Et quelle est
l'alternative?*

LA DÉMOCRATIE, POURQUOI ÇA NE MARCHE PAS ?

SÉMINAIRE DE L'INSTITUT COPPET AVEC FRANK KARSTEN.

Contenu

INTRODUCTION PAR DAMIEN THEILLIER, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT COPPET.	3
I. LA DÉMOCRATIE, SES PROBLÈMES ET SES MYTHES	5
1. La démocratie est-elle ce que les gens pensent qu'elle est ?	5
2. Les mythes de la démocratie.....	6
Mythe n°1 : chaque vote compte.....	7
Mythe n°12 : nous sommes tous des démocrates.....	8
Mythe n°13 : il n'y a pas de meilleure alternative à la démocratie.	10
3. Quelle alternative à la démocratie ?	11
4. Exemple de ce que nous pouvons espérer : un marché de la gouvernance.....	12
5. L'avenir de la démocratie.....	13
II. TEXTES COMPLÉMENTAIRES	15
Quelle espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre, par Alexis de Tocqueville.	15
Une démocratie de marchandages, par Friedrich A. Hayek.....	17
Critique de la représentation, par Bruno Leoni.....	19
L'histoire de l'esclave, par Robert Nozick.....	20
« Seul ce qui est juste est légitime », par Simone Weil.....	23
Le pouvoir illimité de la démocratie, par Friedrich A. Hayek.....	24
Stratégie contre la démocratie, par Hans-Hermann Hoppe.....	28
La démocratie est fondamentalement viciée, par Frank Karsten.....	31
PROCHAIN RENDEZ-VOUS DE L'INSTITUT COPPET	36

INTRODUCTION PAR DAMIEN THEILLIER, PRÉSIDENT DE L'INSTITUT COPPET

L'affaire Cahuzac pourrait nous faire penser que si les choses vont mal dans nos démocraties, c'est parce que des hommes mauvais sont au pouvoir. Changeons donc les hommes et tout ira mieux. Le problème serait de nature uniquement morale. Cette thèse a le mérite de la simplicité mais elle est fausse.

Posons-nous la question suivante : et si les difficultés de nos sociétés (chômage, inflation, dette) n'étaient pas dues à la méchanceté de certains hommes, ni à la faillite de l'économie de marché (gouvernée par la « cupidité » de certains hommes) mais à la défaillance structurelle de nos institutions politiques ? Telle est l'hypothèse iconoclaste de Dépasser la démocratie. Selon Frank Karsten et Karel Beckman, c'est la démocratie elle-même qui produit le déclin de la civilisation, au sens d'un affaiblissement généralisé des idées de liberté et de responsabilité.

La démocratie est née à une époque où l'État était relativement faible. Un siècle et demi de démocratie a néanmoins conduit à une expansion considérable de l'État dans tous les pays démocratiques. Elle a également conduit à la situation dans laquelle nous ne devons pas seulement craindre l'État, mais aussi nos concitoyens, qui sont en mesure de nous asservir par les urnes. Bien entendu, si la démocratie consistait à garantir les libertés individuelles, elle serait une chose souhaitable. Mais malheureusement, ce n'est pas le cas. Il semble bien que la démocratie ne produise pas le maximum de liberté compatible avec l'ordre social mais tout au contraire le maximum de servitude compatible avec l'ordre social.

Les auteurs montrent en effet qu'un système de choix collectifs fondé sur des votes à la majorité des voix ne permettra jamais de dégager des solutions à long terme aux

problèmes soulevés par la vie en société. Au contraire, il produira de plus en plus de dépenses publiques et de contrôles sur les individus. En effet, la démocratie est un système politique dans lequel les candidats achètent des voix au moyen de promesses de biens publics et de subventions. Ils cherchent à maximiser le nombre de leurs électeurs en adaptant l'offre de biens publics à la demande des groupes de pression. « Ce qui règne en démocratie n'est pas la volonté du peuple mais la volonté des hommes politiques, elle-même guidée par les groupes de lobbyistes professionnels, les groupes d'intérêts et les activistes. » (*Dépasser la démocratie*)

Dans notre société, la croyance aveugle en la démocratie n'est pas si évidente. Il s'agit en fait d'un phénomène assez récent. Cela pourra apparaître comme une surprise pour beaucoup de lecteurs, mais les pères fondateurs des États-Unis — des hommes comme Benjamin Franklin, Thomas Jefferson et John Adams — étaient sans exception opposés à la démocratie. De même, le système politique que Benjamin Constant, Jean-Baptiste Say et Frédéric Bastiat appelaient de leurs vœux était une république constitutionnelle limitée, restreinte à la protection des droits individuels. Dans un tel système, la règle de la majorité s'applique uniquement à la sélection des représentants. Mais la majorité n'a rien à dire sur les principes fondamentaux régissant la société. Elle n'a pas le pouvoir de demander ou d'obtenir la violation des droits individuels.

À l'origine bien sûr, le rôle des institutions démocratiques était de limiter et de contrôler l'État. Malheureusement, la démocratie est devenue un instrument de contrôle de la sphère privée. Les totalitarismes du XXe siècle furent le résultat de l'emprise du pouvoir politique sur les individus et de la sphère publique sur la sphère privée. Graduellement, la démocratie du XXIe siècle s'inscrit dans la continuité de ce modèle. Pas de manière sanglante, mais petit à petit. C'est un totalitarisme « soft », d'autant plus insidieux qu'il est supportable et procure l'illusion de la sécurité.

*Pour vous permettre de suivre le séminaire donné en langue anglaise, et pour compléter les propos de Frank Karsten, nous vous proposons dans cette première partie des extraits de **Dépasser la démocratie**, en lien avec le contenu de l'exposé du conférencier. Il s'agira, dans un premier temps, de comprendre les mythes et les problèmes dont souffre la démocratie, pour vous soumettre, dans un second temps, une alternative.*

I. LA DÉMOCRATIE, SES PROBLÈMES ET SES MYTHES

1. La démocratie est-elle ce que les gens pensent qu'elle est ?

« Aujourd'hui, nous observons les crises qui ont surgi dans de nombreux pays démocratiques, et notamment aux États-Unis, en Grèce et en Espagne. Ces problèmes ne sont jamais attribués au système démocratique lui-même, mais plutôt à l'économie de marché, à un manque de démocratie, à la cupidité des banquiers, ou aux hommes politiques perfides.

Comme la plupart des gens, moi aussi j'ai eu foi en la démocratie parlementaire. Mais c'était il y a quinze ans. En vérité, je savais très peu de choses sur elle, mais j'avais tout de même des convictions très tranchées. Comme à la plupart d'entre nous, on m'a dit à moi aussi - à travers le système éducatif, les médias et nos hommes politiques - que la démocratie était quelque chose qu'il fallait chérir et faire se développer, et qu'il n'y avait pas d'autre alternative raisonnable. Mais après l'avoir étudié et avoir réfléchi je suis arrivé à une conclusion tout à fait différente.

Beaucoup de gens croient encore que la démocratie est synonyme de liberté. Et de

nombreuses personnes éprises de liberté croient encore que le chemin vers la liberté passe par le processus démocratique. Nombreux sont ceux parmi les critiques de la démocratie qui sont convaincus qu'il faut trouver des solutions pour la réformer, mais ne trouvent rien à redire aux principes démocratiques fondamentaux eux-mêmes. Notre livre s'oppose à ces points de vue.

La démocratie est le contraire de la liberté – un fait inhérent au processus démocratique est qu'il tend à réduire de plus en plus la liberté - et la démocratie n'est pas quelque chose qui puisse être réparé. La démocratie est un système collectiviste intrinsèquement défectueux, tout comme le socialisme. (...)

La plupart des gens ont tendance à ne voir que les avantages offerts par l'État, et non les coûts. Une des raisons pour lesquelles il en est ainsi est que l'État collecte les impôts par de nombreuses voies indirectes et détournées — en exigeant que les entreprises collectent les impôts sur les ventes par exemple, ou en exigeant que les employeurs collectent les charges de sécurité sociale, ou en empruntant de l'argent sur les marchés financiers (un argent qui finira un jour par être remboursé par les contribuables) ou en faisant gonfler la masse monétaire — de façon à ce que les gens ne se rendent pas compte de la part de leurs revenus que l'État leur confisque en réalité. Une autre raison à cela est le fait que les actions de l'État sont visibles et tangibles, mais que toutes les choses qui auraient pu être réalisées et qui auraient effectivement été réalisées si le gouvernement n'avaient pas commencé par confisquer l'argent du peuple, ces choses, elles, restent invisibles.»

2. Les mythes de la démocratie

Mythe n°1 : chaque vote compte

« Le vote est l'illusion de l'influence donnée en échange d'une perte de liberté. Lorsque Thomas et Jeanne se présentent au bureau de vote, ils pensent qu'ils influencent la direction dans laquelle le pays avance. Cela n'est vrai que d'une façon minime. Dans le même temps, 99.9999% des électeurs décident de la direction dans laquelle les vies de Thomas et Jeanne iront. Ils perdent ainsi beaucoup plus de contrôle sur leurs propres vies qu'ils n'en gagnent sur les vies des autres. Ils auraient beaucoup plus d'« influence » s'ils pouvaient simplement prendre leurs décisions eux-mêmes. Par exemple, s'ils pouvaient décider eux-mêmes de leurs dépenses, au lieu d'avoir à payer la moitié de leur revenu en impôts de par les différents prélèvements obligatoires.

Pour prendre un autre exemple, dans notre système démocratique les gens ont un contrôle très faible sur l'enseignement dispensé à leurs enfants. S'ils souhaitent changer les méthodes d'enseignement et veulent avoir plus d'influence que celle qu'ils ont avec leur bulletin de vote, ils doivent rejoindre ou bâtir un groupe de pression, ou présenter des pétitions à des hommes politiques, ou organiser des manifestations devant des bâtiments publics. Il existe des associations de parents qui essaient d'influencer les politiques éducatives de cette façon. Cela exige beaucoup de temps et d'énergie et n'a à peu près aucun effet. Il serait tellement plus simple et plus efficace de faire que l'État n'intervienne pas dans l'éducation et laisse les professeurs, les parents et les étudiants faire leurs propres choix, tant individuellement que collectivement.

Bien entendu, la classe au pouvoir presse les gens à voter. Ils mettent systématiquement l'accent sur le fait qu'en votant les gens ont véritablement une influence sur les décisions de l'État. Mais l'important pour eux est d'abord et avant tout que le taux de participation soit élevé, ce qui leur fournit une marque

d'approbation, ainsi qu'un droit moral de gouverner le peuple.

Beaucoup de gens croient que le fait de participer aux élections est un devoir moral. On entend souvent dire que si vous ne votez pas, vous n'avez ni le droit d'avoir votre mot à dire dans les débats publics, ni de vous plaindre des décisions politiques. Après tout, vous n'avez pas utilisé votre bulletin de vote, alors votre avis ne compte plus. Les gens qui tiennent ce discours ne parviennent pas à imaginer qu'il existe des personnes qui refusent de souscrire à l'illusion de l'influence vendue par la démocratie. Ils sont atteints par le syndrome de Stockholm. Ils se mettent à aimer leurs ravisseurs et ne réalisent pas qu'ils échangent leur autonomie contre le pouvoir que des hommes politiques et des bureaucrates ont sur eux. »

Mythe n°12 : nous sommes tous des démocrates

« Si la démocratie ne parvient pas à fournir ce que les gens veulent vraiment, comment se fait-il que la plupart des gens se prononcent en sa faveur ? Au fond, tout citoyen bien-pensant n'est-il pas un démocrate, même s'il peut parfois se plaindre au sujet du gouvernement ?

Ceci est discutable. Le fait que les gens croient vraiment en quelque chose ne dépend pas de ce qu'ils disent mais de ce qu'ils font lorsqu'ils ont un libre choix. Si quelqu'un est contraint de manger du poulet tous les jours et qu'il dit qu'il aime le poulet, ce n'est pas très convaincant. Ce n'est crédible que s'il est libre de ne pas manger de poulet. C'est la même chose pour la démocratie. La démocratie est obligatoire. Tout le monde doit y participer. Individus, villes, régions, tous déclarent qu'ils doivent se soumettre et personne ne peut faire sécession. Les gens déménageraient-ils dans une autre ville, à 20 kilomètres de là, si les taxes y étaient plus faibles et la bureaucratie moins intrusive, même s'ils n'étaient pas autorisés à y voter ? Beaucoup le feraient probablement. Beaucoup de gens votent déjà avec leurs pieds et se déplacent vers des

régions du monde où il y a de la prospérité et peu ou pas de démocratie.

Quelqu'un qui, dans une démocratie, se dit en faveur de la démocratie ressemble à un citoyen de l'ex-Union soviétique qui affirmait qu'il choisirait une Lada même s'il avait la possibilité d'acheter une Chevrolet ou une Volkswagen. Peut-être que cela est vrai, mais c'est peu probable. Tout comme le citoyen soviétique, qui n'avait pas d'autre choix que la Lada, nous n'avons pas d'autre choix que la démocratie.

En fait, de nombreux démocrates bien-pensants seraient sans doute heureux d'échapper aux mesures qu'ils sont censés avoir choisis par les urnes. S'ils avaient le choix, les gens seraient-ils vraiment volontaires pour payer leur taxe de sécurité sociale au gouvernement, ne sachant pas si les prestations de sécurité sociale seront toujours là au moment où ils prendront leur retraite ? Pour combien de services gouvernementaux de faible qualité et à prix élevés choisirait-ils de payer volontairement s'ils avaient le choix de dépenser leur argent comme ils le voudraient ?

L'économiste américain Walter Williams a reconnu le fait que, généralement, nous ne souhaitons pas que nos décisions individuelles deviennent des décisions démocratiques. Il écrit : “ Pour mettre en évidence l'offense à la liberté que constituent la démocratie et le pouvoir de la majorité, demandez-vous combien de choix de votre vie voudriez-vous faire décider démocratiquement ? Pensez à la voiture que vous conduisez, au lieu où vous vivez, à la personne que vous épousez, ou au choix entre de la dinde ou du jambon pour le dîner de Thanksgiving. Si ces décisions étaient prises par le biais d'un processus démocratique, la personne moyenne y verrait de la tyrannie et non de la liberté individuelle. Utiliser le processus démocratique afin de déterminer si vous souscrivez une assurance santé ou si vous mettez de l'argent de côté pour la retraite n'en est-il pas moins de la tyrannie ? À la fois pour nous-mêmes et pour notre prochain dans le monde entier, nous devrions

défendre la liberté et non pas la démocratie, cette démocratie dans laquelle un Congrès rusé peut faire ce qu'il veut pourvu qu'il obtient une majorité des voix. »

Mythe n°13 : il n'y a pas de meilleure alternative à la démocratie

« Si vous dites que vous êtes contre la démocratie, les gens croient immédiatement que vous êtes en faveur de la dictature. Mais c'est un non-sens. La dictature n'est pas la seule alternative à la démocratie. L'alternative à l'achat d'une voiture d'une manière démocratique n'est pas qu'un dictateur achète la voiture pour vous, mais que vous l'achetiez par vous-même.

Winston Churchill a dit : « La démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres qui ont été essayées ». En d'autres termes, la démocratie a ses inconvénients, mais il n'y a pas de meilleur système. Dans son célèbre ouvrage *La fin de l'Histoire et le dernier homme* Francis Fukuyama a même écrit sur « l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de gouvernement humain. » Vraisemblablement, quelque chose de mieux ne pourra jamais exister.

De cette façon, toute critique de la démocratie est tuée dans l'œuf. La démocratie est soi-disant « au-dessus des partis politiques et des idéologies », et en raison de ce statut céleste une alternative différente ou meilleure est inimaginable. Mais c'est de la propagande pure. La démocratie est une forme spécifique d'organisation politique. Il n'y a aucune raison de présumer que c'est forcément le meilleur principe d'ordre. Nous n'utilisons pas la démocratie dans le domaine scientifique, nous ne votons pas sur la vérité scientifique, mais nous utilisons la logique et les faits, et ce pour une bonne raison. Il n'y a donc aucune raison de penser que la démocratie est nécessairement le meilleur système dans le domaine politique. »

3. Quelle alternative à la démocratie ?

« Une alternative à la démocratie est-elle possible ? Serait-ce une société sans un État surpuissant et sans règle majoritaire, une société libre et coopérative ?

Tout à fait. Une telle alternative est urgente si nous ne voulons pas sombrer dans la tyrannie et la stagnation. Le monde occidental a besoin d'un nouvel idéal. Un idéal qui allie le dynamisme et la liberté individuelle avec l'harmonie sociale.

Un tel idéal n'est pas une utopie. Il peut être réalisé. La première chose qui doit être faite est de réduire le rôle de l'État. Les gens ont besoin de reprendre le contrôle sur leur vie et sur les fruits de leur travail. Sans règles intrusives et sans imposition les gens pourront créer des collectivités sûres, vivables et durables. Pourquoi les gens ne peuvent pas dépenser leur propre argent comme ils le souhaitent et acheter l'assurance, les soins de santé et l'éducation de leur choix ? Quel grand désastre pourrait nous toucher si cela devait arriver ? Pourquoi l'État devrait prendre l'argent des gens par le biais des impôts et prendre les décisions pour eux ? Les gens doivent à nouveau avoir la liberté de choisir pour eux-mêmes, pour résoudre leurs problèmes comme ils l'entendent — individuellement ou, probablement le plus souvent, ensemble. Car sans coopération, l'ordre et la prospérité sont impossibles. Mais la coopération ne peut vraiment fonctionner que sur une base volontaire, c'est-à-dire en étant fondée sur le consentement mutuel.

Les gens doivent reprendre le contrôle sur les fruits de leur propre travail. Ils doivent avoir la liberté de créer leurs propres communautés locales — qu'elles soient religieuses, communistes, capitalistes, ou ethniques. Ces communautés pourraient être dirigées de manière « démocratique » si les résidents le désirent, ou non, s'ils ne le veulent pas. »

4. Exemple de ce que nous pouvons espérer : un marché de la gouvernance

« Patri Friedman, le petit-fils du prix Nobel Milton Friedman, a dit un jour : « Le gouvernement est un secteur avec un très grand obstacle à l'entrée. En fait, vous devez gagner l'élection ou lancer une révolution pour tenter une nouvelle forme de gouvernement ».

Il y a en effet peu de choix et peu de concurrence sur le marché de la gouvernance. Les gens estiment qu'il est important que les entreprises se fassent concurrence. Ils souhaitent un marché libre et flexible pour les voitures, les vêtements et les assurances, avec de nombreux fournisseurs différents. Alors pourquoi pas un marché pour la gouvernance, où les gouvernements sont en concurrence, et où les citoyens peuvent facilement se déplacer vers une autre zone étatique pour vivre et travailler ? Aujourd'hui, les gens peuvent déménager dans une autre ville, mais puisque la plupart des impôts et des lois proviennent du gouvernement fédéral, cela ne change rien. Pour obtenir un autre type de gouvernance, les gens sont obligés d'émigrer, ce qui est un énorme obstacle.

Nous savons que les entreprises ont tendance à former des monopoles et des cartels, afin de réduire la concurrence. Mais les gouvernements ont également tendance à le faire. Regardez la concentration du pouvoir étatique à Washington ou à Bruxelles. Dans un marché libre, à l'inverse, il est toujours possible pour les gens de lancer de nouvelles entreprises, afin de remettre en question les monopoles et les cartels existants. C'est pourquoi, dans le secteur privé, les monopoles ont tendance à être de courte durée. Lorsque des entreprises en situation de monopole demandent des prix élevés ou abusent de leur position sur le marché, ils encouragent d'autres entreprises à entrer sur ce marché.

En matière de gouvernance, la concurrence fait défaut. Comme les vrais monopoles,

les hommes politiques ne veulent pas de concurrence en matière de gouvernance. Ils préfèrent que toutes les questions soient décidées collectivement au niveau central. « L'immigration illégale ne peut être résolue que dans un contexte européen », diront-ils. Ou encore : « La crise de la dette ne peut être combattue qu'au niveau international. » Ou encore : « Le terrorisme ne peut être combattu que par une agence centrale puissante. » Cependant, il y a beaucoup de petits pays dans le monde qui ne font pas partie de « blocs » et qui n'ont pas souffert de crises économiques ou de terrorisme. De même, nous sommes censés croire que l'éducation, la santé, la finance, l'assurance sociale, et ainsi de suite, doivent être coordonnées et réglementées au moins au niveau national. Mais il n'y a aucune raison pour qu'il en soit ainsi.

La diversité dans la gouvernance implique que les gens peuvent décider plus facilement sous quel système ils souhaitent vivre. Ils peuvent aller dans une autre municipalité ou une autre région s'ils désirent un mode de gouvernement différent. Une telle concurrence veille à ce que les dirigeants soient tenus responsables, ce qui n'est guère le cas quand l'influence d'un citoyen est limitée à des élections tous les quatre ans. Même si seulement quelques citoyens déménagent vers une autre zone géographique, les dirigeants seront fortement incités à améliorer leurs politiques. »

5. L'avenir de la démocratie.

« À bien des égards, l'avenir s'annonce prometteur. L'humanité a accumulé des connaissances considérables et une énorme capacité de production — plus que suffisante pour créer de la prospérité pour tous dans le monde. En outre, après l'effondrement des régimes sanglants — communistes et fascistes — du XXe siècle, comme en Union soviétique, en Chine et dans d'autres pays, on observe une tendance mondiale vers davantage de liberté. De larges groupes d'individus ont gagné en liberté personnelle et en liberté économique, conduisant à une plus grande prospérité et à un plus grand bien-être. D'autres se lèvent contre les dictatures et exigent une

plus grande liberté. Il n'y a aucune raison pour que cette tendance ne se poursuive pas.

(...) Nous croyons que l'État-nation, et la démocratie qui va avec, sont des institutions du XXème siècle, pas du XXIème siècle. Le chemin vers l'autonomie et l'autogouvernement continuera, mais il ne passera pas par les larges démocraties. Il passera par la décentralisation et par l'organisation des personnes en plus petites unités administratives, conçues par les gens eux-mêmes.

Certains diront que la plupart des gens ne sont pas capables d'être libres, qu'ils n'ont pas le désir de vivre une vie indépendante ni celui d'en assumer la responsabilité, et qu'ils devraient être gouvernés pour leur propre bien. C'est le même argument qui a été utilisé contre l'abolition de l'esclavage ou l'émancipation des femmes. L'esclavage ne devait pas être aboli, disait-on, parce que les Noirs seraient incapables de prendre soin d'eux-mêmes — et, de toute façon, la plupart d'entre eux ne voudraient même pas être libres. Les femmes ne devraient pas avoir les mêmes droits, disait-on, parce qu'elles sont incapables de gagner leur vie et de faire face aux exigences d'une vie indépendante. Mais la réalité prouve le contraire. Il en sera de même lorsque l'État-nounou démocratique sera aboli. Les gens se révéleront étonnamment autonomes lorsqu'ils auront la chance de pouvoir l'être. Bien sûr, ils ne décideront pas de vivre de manière individualiste, mais de s'auto-organiser au sein de groupes de leur choix, dans les entreprises, les clubs, les syndicats, les associations, les groupes d'intérêts spéciaux, les communautés et les familles.

Il est temps d'abandonner l'idée que nous vivrions mieux si les gouvernements déterminaient notre façon de vivre et de dépenser notre argent plutôt que nous le fassions nous-mêmes ; l'idée que le principe démocratique du « une seule taille pour tous » apportera harmonie et prospérité ; l'idée, enfin, que la contrainte démocratique est bonne pour nous. »

II. TEXTES COMPLÉMENTAIRES

Dans cette partie annexe et complémentaire au séminaire, nous vous proposons d'approfondir la réflexion entamée à travers des textes plus ou moins connus d'auteurs critiques de la démocratie, de Hayek à Hoppe en passant par Tocqueville.

Quelle espèce de despotisme les nations démocratiques ont à craindre, par Alexis de Tocqueville

« Je veux imaginer sous quels traits nouveaux le despotisme pourrait se produire dans le monde: je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres: ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas; il les touche et ne les sent point; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie.

Au-dessus de ceux-là s'élève un pouvoir immense et tutélaire, qui se charge seul d'assurer leur jouissance et de veiller sur leur sort. Il est absolu, détaillé, régulier, prévoyant et doux. Il ressemblerait à la puissance paternelle si, comme elle, il avait pour objet de préparer les hommes à l'âge viril; mais il ne cherche, au contraire, qu'à les fixer irrévocablement dans l'enfance; il aime que les citoyens se réjouissent, pourvu qu'ils ne songent qu'à se réjouir. Il travaille volontiers à leur bonheur; mais il veut en être l'unique agent et le seul arbitre; il pourvoit à leur sécurité, prévoit et assure leurs besoins, facilite leurs plaisirs, conduit leurs principales affaires, dirige

leur industrie, règle leurs successions, divise leurs héritages; que ne peut-il leur ôter entièrement le trouble de penser et la peine de vivre ?

C'est ainsi que tous les jours il rend moins utile et plus rare l'emploi du libre arbitre; qu'il renferme l'action de la volonté dans un plus petit espace, et dérobe peu à peu chaque citoyen jusqu'à l'usage de lui-même. L'égalité a préparé les hommes à toutes ces choses: elle les a disposés à les souffrir et souvent même à les regarder comme un bienfait.

Après avoir pris ainsi tour à tour dans ses puissantes mains chaque individu, et l'avoir pétri à sa guise, le souverain étend ses bras sur la société tout entière; il en couvre la surface d'un réseau de petites règles compliquées, minutieuses et uniformes, à travers lesquelles les esprits les plus originaux et les âmes les plus vigoureuses ne sauraient se faire jour pour dépasser la foule; il ne brise pas les volontés, mais il les amollit, les plie et les dirige; il force rarement d'agir, mais il s'oppose sans cesse à ce qu'on agisse; il ne détruit point, il empêche de naître; il ne tyrannise point, il gêne, il comprime, il énerve, il éteint, il hébète, et il réduit enfin chaque nation à n'être plus qu'un troupeau d'animaux timides et industriels, dont le gouvernement est le berger.
(...)

Nos contemporains sont incessamment travaillés par deux passions ennemis: ils sentent le besoin d'être conduits et l'envie de rester libres. Ne pouvant détruire ni l'un ni l'autre de ces instincts contraires, ils s'efforcent de les satisfaire à la fois tous les deux. Ils imaginent un pouvoir unique, tutélaire, tout-puissant, mais élu par les citoyens. Ils combinent la centralisation et la souveraineté du peuple. Cela leur donne quelque relâche. Ils se consolent d'être en tutelle, en songeant qu'ils ont eux-mêmes choisi leurs tuteurs. Chaque individu souffre qu'on l'attache, parce qu'il voit que ce n'est pas un homme ni une classe, mais le peuple lui-même, qui tient le bout de la chaîne. (...)

Une constitution qui serait républicaine par la tête, et ultra-monarchique dans toutes les autres parties, m'a toujours semblé un monstre éphémère. Les vices des gouvernants et l'imbécillité des gouvernés ne tarderaient pas à en amener la ruine; et le peuple, fatigué de ses représentants et de lui-même, créerait des institutions plus libres, ou retournerait bientôt s'étendre aux pieds d'un seul maître. »

Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome II, quatrième partie, chapitre VI.

Une démocratie de marchandages, par Friedrich A. Hayek.

« Il n'est pas bien difficile de voir pourquoi les fruits du processus démocratique dans sa forme actuelle doivent décevoir amèrement ceux qui croyaient au principe que le gouvernement doit être guidé par l'opinion de la majorité. Encore que certains prétendent que c'est ce qui se produit de nos jours, est si visiblement faux que personne d'avisé ne peut se laisser tromper.

Jamais, en vérité, au cours de l'histoire entière, les gouvernements n'ont été comme aujourd'hui dans la nécessité de se plier aux *desiderata* spéciaux d'un grand nombre d'intérêts particuliers. Les critiques de la démocratie contemporaine parlent volontiers de "démocratie de masse". Mais si le gouvernement démocratique était réellement lié par ce sur quoi les multitudes sont d'accord, il n'y aurait pas grand-chose à critiquer. La cause des reproches n'est pas que les gouvernements soient au service d'une opinion commune de la majorité, mais qu'ils soient contraints de servir les intérêts divers d'un conglomérat disparate de groupes nombreux.

Il est à la limite concevable, bien que peu vraisemblable, qu'un gouvernement autocratique se borne lui-même dans l'exercice de ses pouvoirs, mais le gouvernement démocratique omnipotent en est tout simplement incapable. Puisque ses pouvoirs n'ont pas de limites, il lui est positivement impossible de se cantonner dans le service des visées qui ont l'accord formel d'une majorité des électeurs. Il est constamment obligé d'assembler et maintenir unie une majorité, en accédant aux demandes d'une multitude d'intérêts sectoriels, dont chacun ne consentira à ce que des avantages spéciaux soient conférés aux autres groupes qu'a la condition d'obtenir que soient aussi bien traités ses intérêts à lui.

Cette démocratie de marchandages n'a rien à voir avec les conceptions habituellement invoquées pour justifier le principe démocratique.

Lorsque je parle ici de la nécessité de faire que le gouvernement démocratique soit limité, ou par abréviation, de démocratie limitée, je ne veux évidemment pas dire que celles des activités du pouvoir qui sont conduites démocratiquement doivent être limitées je veux dire que tout gouvernement, et spécialement un gouvernement démocratique, devrait être doté de pouvoirs limités. La raison en est que le gouvernement démocratique, s'il est nominalement omnipotent, devient par là même extrêmement faible : ses pouvoirs illimités en font l'enjeu que se disputent les divers intérêts, et il doit donner satisfaction à suffisamment d'entre eux pour s'assurer l'appui d'une majorité. »

F. A. Hayek, *Droit, Législation et Liberté, tome 3*, P.U.F, 1980, pp. 118-119.

Critique de la représentation, par Bruno Leoni.

« Il semble évident, d'un point de vue individualiste, que personne n'est mieux à même de connaître sa volonté propre que moi. (...) Les vrais difficultés surgissent quand le principe de représentation par le choix individuel de représentants est appliqué à la politique. Dans la vie privée, ces difficultés n'existent pas. (...) John Stuart Mill a souligné le fait que la représentation ne peut pas fonctionner, à moins que la population représentée ne participe d'une certaine façon à l'activité de ses représentants (John Stuart Mill, *Considerations on representative government*, 1882) :

« Les institutions représentatives n'ont pas beaucoup de valeur, et peuvent être simplement un instrument de tyrannie ou d'intrigue, quand la majeure partie des électeurs ne s'intéressent pas suffisamment à leur propre gouvernement pour donner leur vote, ou bien s'ils votent et ils ne donnent pas leur suffrage à la cause publique mais l'échange contre de l'argent, ou bien s'ils votent sur l'ordre de quelqu'un qui exerce un contrôle sur eux, ou encore pour des intérêts privés qu'ils souhaitent satisfaire. Une élection populaire, comme celles qui se pratiquent, au lieu d'être une sécurité contre tout mauvais gouvernement, est un rouage supplémentaire dans son mécanisme. »

Mais dans le domaine de la représentation politique, de nombreuses difficultés surgissent et ne proviennent probablement ni du manque de sagesse ou de volonté des représentants, ni de l'apathie du peuple représenté. (...) Dans ces conditions, aucune instruction ne pourrait être donné dans la plupart des cas. Cela se produit tout le temps dans la vie politique de la communauté dès lors que les soi-disant représentants ne sont pas en mesure de représenter la volonté réelle de la présumée « population représentée ».

(...) En soulignant ce fait, je ne me réfère pas seulement à la façon de choisir les représentants à l'heure actuelle, c'est-à-dire le vote. Toutes les difficultés que j'ai mentionnés auparavant sont toujours là, que le vote soit la méthode pour choisir les représentants ou non. Mais le vote en lui-même semble accroître les difficultés relatives à la signification à la fois de la représentation et de la liberté des individus faisant leur choix. Une élection est le résultat d'une décision de groupe où tous les électeurs doivent être considérés comme les membres d'un groupe, par exemple de leurs circonscriptions ou du corps électoral dans son ensemble. (...) [Or], les décisions de groupe impliquent des procédures, telles que la loi de la majorité, qui sont incompatibles avec la liberté de choix individuelle du type de celle dont jouissent tous les individus, vendeurs ou acheteurs, sur le marché, ou dans tous les choix qu'ils font dans leur vie privée (...).

Ainsi, les systèmes « représentatifs » tels qu'on les conçoit en général – au sein desquels élection et représentation sont associées – sont incompatibles avec la liberté individuelle, au sens de la liberté de choisir, d'approuver et d'instruire un représentant. »

Bruno Leoni, *La liberté et le droit*, Les Belles Lettres, 2006, pp. 198-201.

L'histoire de l'esclave, par Robert Nozick.

« On pourrait imaginer d'autres histoires, certaines avec d'injustes origines. Considérez la suite de cas que nous allons exposer, et que nous appellerons la fable de l'esclave, et imaginez qu'il s'agisse de vous.

1. Il y a un esclave totalement à la merci de son maître brutal. Il est souvent cruellement battu, appelé en plein milieu de la nuit, etc.

2. Le maître est plus gentil et ne bat l'esclave que pour des infractions bien établies par le règlement (lorsqu'il ne remplit pas son contrat de travail, par exemple, etc). Il donne un peu de temps libre à l'esclave.
3. Le maître a un groupe d'esclaves, et il décide de la façon dont les choses doivent réparties entre eux selon des critères bienveillants, prenant en compte leurs besoins, leurs mérites, etc.
4. Le maître accorde à ses esclaves quatre jours pour eux, et exige qu'ils ne travaillent que trois jours par semaine sur sa terre. Le reste du temps appartient aux esclaves.
5. Le maître permet à ses esclaves de partir en ville (ou dans n'importe quel lieu de leur choix) pour un salaire. Il ne demande qu'une chose, c'est qu'ils lui envoient les trois septième de leur salaire. Il garde également le pouvoir de les rappeler à la plantation si quelque affaire pressante menace sa terre, d'élever ou d'abaisser la somme des trois septièmes qu'il exige. De plus, il garde le droit d'empêcher les esclaves de participer à certaines activités dangereuses qui menacent son revenu financier, par exemple, de faire de l'alpinisme ou de fumer des cigarettes.
6. Le maître permet à ses 10 000 esclaves, excepté à vous, de voter et toutes ses décisions conjointes sont prises par ses esclaves. Il y a une discussion ouverte entre eux, et ils ont le pouvoir de décider de l'utilisation d'un certain pourcentage de vos revenus (ainsi que des leurs) qu'ils décident de prendre ; on discute également des activités qui peuvent être légitimement interdites, etc.

Prenons le temps de penser à cette série de cas. Si le maître consent par contrat à ce transfert de pouvoir de manière irréversible, vous changez de maître. Vous avez maintenant 10 000 maîtres au lieu d'un seul, ou plutôt vous avez un maître à 10 000

têtes. Peut-être que les 10 000 seront plus gentils que le maître au cas n°2, aussi gentil soit-il. Pourtant, ils sont votre maître. Toutefois, on peut en faire encore plus. Un maître unique et bon (comme au cas n°2) peut permettre à son esclave (ou à ses esclaves) de prendre la parole et d'essayer de le persuader de prendre certaines décisions. Le maître à 10 000 têtes peut également le faire.

7. Bien que n'ayant pas encore le droit de vote, vous avez la liberté (et on vous donne le droit) de participer aux discussions des 10 000 esclaves et d'essayer de les persuader d'adopter différentes politiques, de vous traiter et de se traiter d'une certaine façon. Ils vont ensuite voter pour décider des grandes lignes du champ immense de leur pouvoir.

8. Appréciant votre contribution utile à la discussion les 10 000 vous permettent de voter s'ils sont dans une voie sans issue ; ils s'engagent dans cette procédure. Après la discussion, vous inscrivez votre vote sur un petit morceau de papier, et ils vont voter. Dans le cas où le nombre de voix sur un problème se divise de façon égale entre 5 000 pour et 5 000 contre, ils prennent votre vote en considération et l'ajoutent à l'ensemble des votes. Ceci n'est encore jamais arrivé ; ils n'ont jamais eu l'occasion de prendre votre vote en considération.

9. Ils tiennent compte de votre vote au moment où ils votent eux-mêmes ; si les pour et les contre s'opposent de façon exacte, votre vote emporte la décision. Autrement, il ne change rien au résultat du scrutin.

La question est la suivante : par quelle transition du cas 1 au cas 9 cette histoire n'est-elle plus l'histoire d'un esclave ? »

Extrait de Robert Nozick, *Anarchie, État et Utopie*, P.U.F, 1988, pp. 355-356.

« Seul ce qui est juste est légitime », par Simone Weil

« La démocratie, le pouvoir du plus grand nombre, ne sont pas des biens. Ce sont des moyens en vue du bien, estimés efficaces à tort ou à raison. Si la République de Weimar, au lieu de Hitler, avait décidé par les voies les plus rigoureusement parlementaires et légales de mettre les Juifs dans des camps de concentration et de les torturer avec raffinement jusqu'à la mort, les tortures n'auraient pas eu un atome de légitimité de plus qu'elles n'ont maintenant. Or pareille chose n'est nullement inconcevable.

Seul ce qui est juste est légitime. Le crime et le mensonge ne le sont en aucun cas.

Notre idéal républicain procède entièrement de la notion de volonté générale due à Rousseau, Mais le sens de la notion a été perdu presque tout de suite, parce qu'elle est complexe et demande un degré d'attention élevé.

(...) S'il y a eu en 1789 une certaine expression de la volonté générale, bien qu'on eût adopté le système représentatif faute de savoir en imaginer un autre, c'est qu'il y avait eu bien autre chose que des élections. Tout ce qu'il y avait de vivant à travers tout le pays — et le pays débordait alors de vie — avait cherché à exprimer une pensée par l'organe des cahiers de revendications. Les représentants s'étaient en grande partie fait connaître au cours de cette coopération dans la pensée; ils en gardaient l'a chaleur; ils sentaient le pays attentif à leurs paroles, jaloux de surveiller si elles traduisaient exactement ses aspirations. Pendant quelque temps — peu de temps — ils furent vraiment de simples organes d'expression pour la pensée publique.

Pareille chose ne se produisit jamais plus. Le seul énoncé de ces deux conditions montre que nous n'avons jamais rien connu qui ressemble même de loin à une démocratie. Dans ce que nous nommons de ce nom, jamais le peuple n'a l'occasion ni le moyen d'exprimer un avis sur aucun problème de la vie publique; et tout ce qui échappe aux intérêts particuliers est livré aux passions collectives, lesquelles sont systématiquement, officiellement encouragées.

L'usage même des mots de démocratie et de république oblige à examiner avec une attention extrême les deux problèmes que voici :

- comment donner en fait aux hommes qui composent le peuple de France la possibilité d'exprimer parfois un jugement sur les grands problèmes de la vie publique ?
- comment empêcher, au moment où le peuple est interrogé, qu'il circule à travers lui aucune espèce de passion collective ?

Si on ne pense pas à ces deux points, il est inutile de parler de légitimité républicaine. »

Simone Weil, extrait des *Notes sur la suppression des partis politiques*, 1940, Berg International, Paris 2012.

Le pouvoir illimité de la démocratie, par Friedrich A. Hayek.

« Bien que je croie fermement que le gouvernement doive être conduit selon des principes approuvés par le peuple dans sa majorité, et que cela soit indispensable pour préserver la paix et la liberté, je dois admettre franchement que si démocratie

veut dire gouvernement par la volonté arbitraire de la majorité, je ne suis pas un démocrate ; je considère même un tel gouvernement comme pernicieux et à la longue impraticable.

Le pouvoir illimité est la conséquence fatale de la forme établie de démocratie. Ce fut une illusion tragique que d'imaginer que l'adoption de procédures démocratiques permettait de se dispenser de toute autre limitation du pouvoir gouvernemental. (...) Une assemblée qui a le pouvoir de voter des faveurs à des groupes particuliers devient forcément le cadre où les compromis au sein de la majorité entraîneront la décision. La prétendue volonté de la majorité élaborée dans le processus de marchandages n'est rien de plus qu'une entente pour favoriser ses clientèles au détriment du reste. Le discrédit de la politique parmi les simples citoyens est dû à la constatation de ce fait que les politiques poursuivies sont largement déterminées par des séries de troc avec des groupes d'intérêts organisés.

Dans le monde occidental, la souveraineté illimitée n'a pratiquement jamais été revendiquée par personne depuis l'Antiquité, jusqu'à l'apparition de l'absolutisme au XVI^e siècle. Elle n'a certainement jamais été reconnue aux princes médiévaux, et à peu près jamais réclamée par eux. Et bien que les monarques absous du continent européen y aient prétendu avec succès, elle n'a pas été réellement acceptée comme légitime avant que soit installée la démocratie moderne qui, à cet égard, est l'héritière de la tradition absolutiste. (...) J'ai bon espoir qu'un temps viendra où la même répugnance que nous éprouvons envers les autres formes de gouvernement arbitraires sera ressentie à l'idée d'un groupe d'hommes détenant le pouvoir d'ordonner tout ce qui lui plaît même s'il y est autorisé par une majorité des citoyens. C'est là créer une situation de barbarie, non parce que nous avons donné le pouvoir à des barbares mais parce que nous avons lâché le pouvoir hors des digues du droit, produisant des conséquences inévitables, quels que soient les hommes à qui un tel pouvoir est

confié.

Il semble que ce soit la destinée régulière de la démocratie qu'après une première période glorieuse pendant laquelle on la comprend comme une sauvegarde de la liberté personnelle, et où elle l'assure effectivement tant qu'elle accepte les limitations d'une loi supérieure à elle, la démocratie en vienne tôt ou tard à revendiquer le pouvoir de régler n'importe quelle question concrète selon la décision d'une majorité sans égard au contenu de cette décision.

Le maquignonnage électoral que nous finissons par considérer comme partie intégrante de la démocratie que nous connaissons (...) est moralement indéfendable. De là découle tout ce qui, pour l'observateur, apparaît comme méprisable dans l'activité politique. (...) L'erreur en cette matière est en relation étroite avec l'idée fausse que la majorité doit être libre de faire ce qui lui plaît. (...) Ainsi conçue, la liberté de la représentation nationale signifie l'oppression des citoyens. Elle est absolument en conflit avec la conception d'un pouvoir gouvernemental constitutionnellement limité, elle est inconciliable avec l'idéal d'une société d'hommes libres. (...) Tant que persiste la forme actuelle de la démocratie, le gouvernement ne peut être quelque chose de respectable même si les politiciens sont des anges ou profondément pénétrés de la valeur suprême de la liberté personnelle. Quand les politiciens invoquent la démocratie, nous devrions montrer que ce qu'ils professent est l'égalitarisme.

Dans sa forme actuelle de pouvoirs sans limites, la démocratie a largement perdu de sa vertu protectrice à l'encontre de l'arbitraire gouvernemental. Elle a cessé d'être une sauvegarde pour la liberté personnelle, une digue opposée à l'abus des gouvernants (...). Elle est au contraire devenue la cause principale de l'accroissement cumulatif et accéléré de la puissance et du poids de la machinerie administrative. (...)

Comme toute chose tend à devenir une question de politique, pour laquelle il est possible d'appeler le gouvernement à trancher d'autorité, une proportion toujours plus large des activités humaines est détournée des efforts productifs vers des efforts politiques non seulement dans la machinerie politique elle-même mais, ce qui est pis, à travers l'appareil en rapide expansion d'une para-administration occupée à faire pression sur le gouvernement en faveur d'intérêts particuliers (...) En d'autres termes, nous avons sous le faux nom de démocratie créé une mécanique dans laquelle ce n'est pas la majorité qui décide, mais où chacun de ses membres doit consentir à ce que beaucoup d'autres se fassent payer leur vote par des faveurs s'il veut obtenir l'appui de la majorité pour recevoir celle qu'il réclame. (...) Le résultat n'est pas moins pervers lorsqu'on applique la même procédure pour distribuer le butin qui peut être extorqué à une minorité dissidente. (...) Je ne suis plus du tout assuré que le mot même de démocratie puisse encore être débarrassé de la répulsion qu'il a fini par exercer à juste titre sur un nombre grandissant de personnes, même si elles consentent rarement jusqu'à présent à exprimer publiquement leur désillusion.

Le seul principe moral qui ait jamais rendu possible la croissance d'une civilisation avancée fut le principe de la liberté individuelle ; ce qui veut dire que l'individu est guidé dans ses décisions par des règles de juste conduite, et non par des commandements spécifiques. (...) J'espère que le temps s'approche où ce caractère totalitaire et essentiellement arbitraire de tout socialisme sera aussi généralement compris que celui du communisme et du fascisme ; alors des barrières constitutionnelles contre tout essai d'acquérir de tels pouvoirs totalitaires, sous n'importe quel prétexte, recueilleront l'approbation générale.

Ainsi la machinerie existante du pouvoir démocratique illimité engendre un nouveau code de pseudo-moral "démocratique", artificiellement inculqué par un processus qui fait croire aux gens qu'est "socialement juste" ce qui est fait régulièrement par les

démocraties, ou ce qu'un emploi astucieux de la mécanique en question permet d'extorquer de gouvernements démocratiques. De plus en plus de gens se rendent compte que, le nombre ne cessant d'augmenter des revenus déterminés par le pouvoir politique, cela conduira à toujours davantage de demandes de la part de groupes dont la situation est laissée exposée aux forces du marché, et qui voudront être eux aussi assurés d'obtenir ce qu'ils estiment mériter. Chaque fois que le revenu d'un certain groupe se trouve relevé par l'action du pouvoir, un motif légitime est fourni à d'autres groupes pour réclamer un traitement analogue. A la base de la plupart des revendications de "justice sociale", il y a simplement les attentes semées dans l'esprit des multitudes par les générosités des législatures envers certains groupes, qui poussent les autres à demander d'être traités de même. »

F. A. Hayek, extraits de la troisième partie, « L'ordre politique d'un peuple libre » du *Tome 3 de Droit, législation et liberté*, P.U.F, 1980.

Stratégie contre la démocratie, par Hans-Hermann Hoppe.

« La tâche essentielle qui attend ceux qui veulent renverser la vapeur et empêcher la destruction complète de la civilisation est de dé-légitimer l'idée de la démocratie, c'est-à-dire de démontrer que la démocratie est la cause fondamentale de la situation actuelle de dé-civilisation rampante. Dans ce but, il faut d'abord faire remarquer qu'il est difficile de trouver beaucoup de partisans de la démocratie dans l'histoire de la théorie politique. Presque tous les grands penseurs n'avaient que mépris pour la démocratie. Même les Pères fondateurs de la Constitution américaine, que l'on considère aujourd'hui —à tort— comme des défenseurs de la démocratie, y étaient strictement opposés. Sans aucune exception, ils étaient d'accord avec Aristote pour reconnaître que la démocratie n'est rien d'autre que le règne de la canaille. Ils

entretenaient plutôt, comme Jefferson, l'idée d'une "aristocratie naturelle" dont ils pensaient faire partie, et prônaient en conséquence une république aristocratique. (...)

Plus important encore, il faut souligner que la démocratie est immorale en plus d'être anti-économique. Pour ce qui est du statut moral de la règle majoritaire, il faut faire remarquer qu'elle permet que Dupond et Durand s'acoquinent pour voler Duschmolle ; de même, que Duschmolle et Dupond s'entendent pour voler Durand, et encore que Durand et Duschmolle complotent contre Dupond. Ce n'est pas de la "justice", mais une infamie, et bien loin de traiter avec respect les démocrates et la démocratie, il faudrait les juger avec mépris et les bafouer pour leur escroquerie intellectuelle et morale.

En ce qui concerne les propriétés économiques de la démocratie, il faut rappeler sans relâche que ce n'est pas la démocratie mais la propriété privée, la production et l'échange volontaire qui sont les véritables sources de la civilisation et de la prospérité humaines. En particulier, et contrairement à un mythe répandu, il faut souligner que le défaut de démocratie n'était absolument pour rien dans la faillite du socialisme soviétique. Ce n'était pas le mode de sélection des politiciens qui constituait le problème du socialisme réel. C'était la politique et la politisation des décisions en tant que telles.

Au lieu que chaque producteur privé décide indépendamment quoi faire de ressources particulières, comme dans un régime de propriété privée et de contractualisme, avec des facteurs de production complètement ou partiellement socialisés chacune de ces décisions nécessite l'autorisation de quelqu'un d'autre. Peu importe au producteur comment sont choisis ceux qui donnent cette permission. Ce qui compte, pour lui, c'est qu'il ait à demander la permission. Aussi longtemps que c'est le cas, l'incitation des producteurs à produire est réduite et l'appauvrissement doit en résulter. La

propriété privée est aussi incompatible avec la démocratie qu'elle l'est avec toute autre forme de domination politique. A la place de la démocratie, ce qu'exigent la justice aussi bien que l'efficacité économique, c'est une société de propriété privée stricte et non entravée —une "anarchie de production"— dans laquelle personne ne vole personne, et où toutes les relations entre producteurs sont volontaires, et par conséquent mutuellement avantageuses.

Enfin, pour ce qui est des considérations stratégiques, pour approcher le but d'un ordre social non-exploiteur, c'est-à-dire une anarchie de propriété privée, l'idée majoritaire doit être retournée contre la domination démocratique elle-même.

Sous toutes les formes de domination étatique, y compris la démocratie, la classe dirigeante des politiciens et des fonctionnaires ne représente qu'une faible fraction de la population. Alors qu'il est possible qu'une centaine de parasites vivent une vie confortable sur le produit d'un millier d'hôtes, un millier de parasites ne peut pas vivre sur le dos d'une centaine d'hôtes. A partir de la reconnaissance de ce fait, il apparaîtrait possible de persuader une majorité des électeurs que c'est ajouter une honte au préjudice subi que de permettre à ceux qui vivent des impôts des autres de déterminer quel sera leur montant ; on pourrait alors, par un vote majoritaire, retirer le droit de vote à tous les fonctionnaires et à tous ceux qui vivent de l'argent de l'Etat, qu'ils soient parasites des systèmes sociaux ou fournisseurs des administrations.

En liaison avec cette stratégie, il est nécessaire de reconnaître l'importance primordiale de la sécession et des mouvements sécessionnistes. Si les décisions majoritaires sont "justes", alors la plus vaste de toutes les majorités possibles, une majorité mondiale et un gouvernement démocratique mondial, doivent représenter la "justice" suprême, avec les conséquences prédictes au début. A l'inverse, la sécession implique la rupture de petites populations d'avec des populations plus grandes. Elle

constitue par conséquent un vote contre le principe de la démocratie et du majoritarisme. Plus loin le processus de sécession se poursuivra —au niveau des petites régions, des villes, des quartiers, des bourgs, des villages, et finalement des associations volontaires de familles et d'entreprises— et plus il sera difficile de maintenir le niveau actuel des politiques redistributives.

En même temps, plus petites seront les unités territoriales et plus il y aura de chances qu'un petit nombre de gens, à partir de la reconnaissance par le peuple de leur indépendance économique, de leur exceptionnelle réussite dans leur métier, de leur vie personnelle moralement impeccable, de la supériorité de leur jugement, de leur courage et de leur goût, s'élèvent au rang d'élites naturelles, volontairement reconnues. Ils prêteront leur légitimité à l'idée d'un ordre naturel de pacificateurs, de juges en concurrence, c'est-à-dire non monopolistiques, et par conséquent volontairement financés, de juridictions parallèles, tel qu'il existe aujourd'hui même dans le domaine du commerce et des déplacements internationaux —une société de droit purement privé— comme réponse à la démocratie et à toute autre forme de domination politique, imposée par la violence. »

Hans-Hermann Hoppe, extrait de *Down with Democracy*, Enterprise and Education, 1995. Traduction de François Guillaumat.

La démocratie est fondamentalement viciée, par Frank Karsten.

« Comme les États-Unis, beaucoup de pays démocratiques souffrent d'un taux de chômage incessamment élevé, d'une dette publique mirobolante et d'une profonde dépression économique. Tandis que beaucoup accusent les politiciens de leurs maux, pratiquement personne ne met en cause le système démocratique. Néanmoins, si vous

y pensez, il apparaît clair que c'est la nature collectiviste de la démocratie qui nous a conduit à ce désastre. Durant les 150 dernières années, les dettes publiques ont inexorablement augmenté. Pendant cette période, les dépenses des gouvernements sont passées de 12% du PIB à un colossal 47%, dans les plus grands États occidentaux. Dans le même temps, le code de réglementation fédéral des États-Unis a gonflé jusqu'à devenir énorme, passant d'un volume à pas moins de 200. Cela démontre que l'ingérence de l'État dans les vies privées des individus a sans cesse augmenté et que la démocratie est un danger pour la liberté.

Ces tendances ne sont pas des coïncidences. Elles sont les conséquences logiques de principes et de dynamiques initiées par le système démocratique. En démocratie, les hommes politiques sont largement incités à laisser croître dettes et taxes. Après tout, ils sont au pouvoir pour un court laps de temps et, par conséquent, ils se comportent comme des locataires à courte vue plus que comme des responsables ou des propriétaires décident de leur avenir.

Quand ils dépensent trop, empruntent à tout-va ou font tourner la planche à billets, ce sont leurs successeurs qui devront en gérer les conséquences négatives, et qui subiront ces mêmes effets pervers. Malgré les rhétoriques d'austérité, les dettes publiques ne cessent de croître dans la plupart des pays démocratiques. « L'austérité » est en fait un code pour dire : « nous dépensons moins que ce que nous avions voulu, mais plus que par le passé ». Et finalement, ils décident d'augmenter impôts et taxes plutôt que de diminuer les dépenses pour réduire les déficits.

Une démocratie est comparable à un dîner dans un restaurant avec un groupe de personnes ayant préalablement décidé de diviser l'addition en parts égales. Imaginez que si vous commandez de ce délicieux dessert à 10€, vous ne payez seulement qu'une fraction de celui-ci et les autres règlent le reste. Dès lors, chacun mangera et

boira plus qu'il n'aurait pu se permettre si il avait réglé lui-même sa propre addition. Le résultat en est une addition totale bien plus élevée – et personne ne sera en mesure de faire quelque chose.

En démocratie, les électeurs ont la chance de faire porter leurs désirs personnels sur les épaules de la collectivité. Les assistés sociaux demandent des prestations sociales plus élevées, les parents veulent une éducation gratuite et le lobby des agriculteurs des subventions plus généreuses, et ainsi de suite. Chacun s'efforce de vivre aux dépens des autres, mais au final, presque tous y perdent, comme les compagnons de dîner de notre exemple.

Ainsi, l'homme politique qui promet le plus – qu'importe si c'est réaliste – remporte généralement l'élection.

Si la démocratie est construite d'incitations perverses de la sorte, quelle en serait l'alternative ? Les gens tendent à croire que la seule alternative à la démocratie est la dictature. Ils assimilent généralement démocratie et liberté, mais c'est un non-sens. La démocratie est dirigée par « le peuple », ou plus exactement la majorité. L'alternative logique au règne de la majorité, c'est la souveraineté de l'individu. En d'autres termes, la liberté. Plutôt qu'un gouvernement qui dépense sans compter les recettes des impôts et prend des décisions à la place des personnes, les individus pourraient dépenser leur propre argent et prendre leur propre décision.

La démocratie est une forme de collectivisme dans lequel l'individu est soumis aux volontés collectives. C'est un système à taille unique ne correspondant à personne, dans lequel des milliards de choix individuels sont réduits à un petit nombre de décisions coercitives prises par les politiciens.

Une bien meilleure alternative à un système si centralisé serait d'avoir une multitude

de systèmes décentralisés. Cela créerait une sorte de marché de la gouvernance, sur lequel les nouveaux types de gouvernements pourraient être essayés et testés. Revenons à notre exemple du dîner : si les clients pouvaient choisir différentes tables sur lesquelles diviser l'addition, ils sentiriaient beaucoup plus les effets négatifs du coût de leur dîner – relativement aux autres tables. Dès lors, le mécanisme de compte-rendu fonctionnerait bien mieux. Les tables entreraient en concurrence les unes avec les autres, de sorte que les plus irresponsables et dispendieuses seraient rapidement désertées. Ainsi, décentralisation et concurrence favoriseraient les comportements responsables.

Dans le système démocratique des États-Unis, un État ou un groupe peuvent se permettre de vivre aux dépens des autres. Dans l'Union Européenne (UE), un État peut charger les autres de sa dette et les pays les plus frugales ne peuvent s'en échapper. Mais la Suisse – géographiquement positionnée au centre de l'UE – n'a jamais pris part à cette folie collectiviste et ne souffre que peu de la crise économique (son taux de chômage actuel est d'un modeste 3,1%). Le pays doit vivre par ses propres moyens, et surtout, les autres États ne peuvent pas dépenser l'argent des Suisses et vivre à leurs dépens. La démocratie suisse est elle-même extrêmement décentralisée. Elle s'organise en 26 cantons, qui comptent environ chacun 300 000 habitants. Ces cantons jouissent d'une remarquable autonomie, et ils se concurrencent en matière de taxes, de réglementations, de santé et d'éducation. Grâce à cette concurrence, les individus et leurs entreprises ne votent pas seulement avec leurs bulletins, mais aussi avec leurs pieds. Cela encourage une gouvernance sensible et appliquée, qui a conduit à la prospérité et la stabilité sociale de la Suisse.

De plus, la Suisse est – au niveau fédéral, cantonal et municipal – une démocratie directe par certains de ses aspects. On pourrait, par conséquent, nous opposer que ce pays alpin offre un argument de plus en faveur de la démocratie ; néanmoins, son

succès semble plus tenir de ses structures décentralisées composées d'unités relativement petites.

En terme de gouvernance, « small is beautiful ». Des 20 régions les plus prospères au monde, la plupart d'entre elles ont moins de 8 millions d'habitants. Grand nombre d'entre elles, comme Singapour, Hong-Kong, le Liechtenstein et Monaco, ne sont pas des démocraties libérales typiques.

La crise économique actuelle ne peut pas se résoudre par davantage de démocratie, de centralisation et d'ingérence gouvernementale. Il n'y a aujourd'hui que 200 États pour 7 milliards d'individus. C'est bien trop peu. Nous avons besoin d'un meilleur marché de la gouvernance, à l'intérieur duquel plus de pays se concurrencent pour attirer populations et entreprises. Cela fera baisser les taxes, les impôts, et favorisera croissance économique et stabilité sociale.

La démocratie est viciée parce qu'elle est un système collectiviste, tout comme le socialisme et le fascisme l'étaient. Nous devons la désagréger afin de la réparer. »

PROCHAIN RENDEZ-VOUS DE L'INSTITUT COPPET



Le samedi 14 Septembre 2013, *Students For Liberty Europe* organise une journée régionale à Paris. L'Institut Coppet s'associe à cet événement en tant que partenaire.

De nombreux conférenciers dont Damien Theillier, Nathalie Janson et Christian Michel seront présents pour cette journée régionale de *Students For Liberty*.

Ce rendez-vous se tiendra à La Maison des Mines, au 270 rue Saint-Jacques, dans le 5ème arrondissement de Paris.

Pour plus de renseignements, contactez
Baptiste Favrot : bfavrot@studentsforliberty.org

Inscriptions ici : <http://studentsforliberty.org/event/paris-regional-conference>